

les problèmes seraient résolus. Compte tenu du fait que le programme de déduction des intérêts hypothécaires qui a été présenté par le parti conservateur a été attaqué pendant près d'un an par le parti libéral—pas par tous les libéraux, puisque certains l'approuvaient et se sont prononcés en sa faveur—, j'aimerais savoir ce que le gouvernement compte faire au juste pour aider les propriétaires de maison.

Les députés d'en face ont prétendu que notre programme de déduction des intérêts hypothécaires aiderait les riches. On pense cependant que des milliers de ces riches Canadiens risquent de perdre leur maison. Certaines observations faites par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) lorsqu'il était dans l'opposition, au cours de la législature précédente, sont très intéressantes. Je citerai les propos que le ministre libéral a tenus à la Chambre au mois de novembre dernier. Il a dit qu'environ 400,000 familles devaient renouveler leur hypothèque à un taux d'intérêt supérieur d'environ quatre points. Il y a bien plus de faillites et de défauts de paiement en perspective maintenant. Il a demandé ce que le gouvernement allait faire.

J'espère que le nouveau gouvernement se rappellera les observations faites alors par le ministre, et qu'il prendra les mesures voulues pour réduire les taux d'intérêt, ou au moins pour offrir une certaine aide aux propriétaires de maison, non pas à ceux qui sont riches, mais aux 400,000 familles dont le ministre avait dit qu'elles seraient touchées.

Le nouveau gouvernement devrait être condamné pour avoir approuvé la nouvelle méthode adoptée par la Banque du Canada pour déterminer la hausse des taux d'intérêt. C'est une façon criante et arrogante de se soustraire à ses responsabilités.

Il importe aussi de rappeler quelques-unes des observations du député de Windsor-Ouest (M. Gray) lorsqu'il était critique de l'opposition lors de la dernière législature. Je remonte encore au mois de novembre dernier. Le ministre libéral avait alors déclaré que les libéraux sommaient le gouvernement de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour épargner à des millions de Canadiens et à leurs familles les difficultés engendrées par la politique conservatrice en matière de taux d'intérêt. Je répète que les taux d'intérêt sont montés de plus de 2 p. 100 depuis l'élection du gouvernement et nous ne savons toujours pas quelle mesure il entend prendre pour soulager les petites entreprises, les propriétaires de maisons et les cultivateurs. Les Canadiens doivent savoir quelles mesures précises le gouvernement entend prendre. Nous devons savoir ce qu'il envisage. Durant la période des questions aujourd'hui, nous avons cherché à savoir à quoi songe le gouvernement et quand il entend présenter un nouveau budget. Lorsque nous avons suggéré la fin de mai, on nous a opposé un «non» retentissant.

● (2050)

Quand j'ai décidé de poser ma candidature il y a deux ans, je l'ai fait à la fois à titre de commerçant et de consommateur exaspéré par des années de mauvaise gestion économique. J'avais honte de voir des milliers de Canadiens sans travail, de voir le gouvernement fédéral dépenser sans vergogne, de le voir accumuler déficit sur déficit. J'étais dégoûté de voir l'inflation gruger les économies de mes électeurs et de ceux de tout le Canada. Je crois toujours qu'au cours de son mandat en

qualité de ministre des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest a réussi à remettre l'économie dans la bonne voie.

Je crois toujours que nous devons réduire puis éliminer nos énormes déficits avant de nous attaquer au double problème de l'inflation et des taux d'intérêt.

Le discours du trône m'a déçu, car il se préoccupe assez peu de réduire le déficit fédéral et je doute fort que les Canadiens tolèrent si bien les interventions gouvernementales. C'est ce qu'on dit dans le discours du trône. Le nouveau gouvernement n'a pas encore évalué l'état d'esprit de la population. On dit qu'elle souhaite moins de dépenses, moins d'interventions gouvernementales, moins d'inflation et moins d'intérêt. Bien sûr, nous voulons un gouvernement efficace, mais on ne pourra obtenir cette efficacité qu'en réduisant, en rognant sur la Fonction publique.

Je considère que depuis dix ans, le gouvernement fédéral a pris l'allure d'une pieuvre géante dont les tentacules enserrant chaque coin de notre pays, raflant avidement chaque dollar qu'elle peut trouver chez les commerçants, les boutiquiers, les agriculteurs, les villageois, les citadins et les locataires des grandes tours d'habitation dans les villes comme Toronto et Montréal. A quoi cela sert-il? Le gouvernement a-t-il vraiment besoin de se mêler de si près de la vie des Canadiens? Je me demande ce qu'il serait advenu du Canada si les explorateurs et les pionniers qui ont bâti le pays avaient dû franchir des piles de formules de Statistique Canada et du service de l'impôt ou traverser des montagnes de règlements et des rivières bordées de bureaucrates.

Comme je l'ai dit plus tôt, l'une des questions qui me préoccupent le plus et qui touchent de plus près mes électeurs de la circonscription de Peterborough est la question des pluies acides. Le ministre de l'Environnement de la dernière législature, c'est-à-dire la 31<sup>e</sup>, en l'occurrence le député de Vancouver-Sud (M. Fraser), avait affirmé que le problème des pluies acides était l'un des plus graves que notre pays ait eu à affronter. J'espère que le nouveau ministre sera du même avis. Si le Parlement ne commence pas bientôt à prendre des mesures pour résoudre le problème des pluies acides, tout ce que nous léguons à nos enfants sera un patrimoine de lacs morts.

Il est inquiétant de constater que, dans son discours du trône, le gouvernement passe entièrement sous silence la question de la protection de l'environnement, de nos lacs, de la pêche et du tourisme, c'est-à-dire des sujets d'une importance vitale pour ma circonscription et un grand nombre d'autres circonscriptions du Canada. Ce qui est encore plus alarmant, c'est que nous risquons aussi de causer l'infertilité de notre sol et d'empêcher la croissance de nos forêts si nous ne faisons rien pour combattre ce problème insidieux.

Le député d'en face qui a prononcé son premier discours à la Chambre juste avant moi a parlé de millions de gens, du déboisement, de la nécessité de produire des aliments et de leur coût. J'affirme pour ma part que vu qu'il tombe actuellement onze onces de pluie acide par acre, nous aurons énormément de mal à produire nos propres aliments et à maintenir notre propre industrie forestière si nous ne nous penchons pas sur ce problème et si nous ne présentons pas des mesures pour restreindre les pluies acides qui menacent nos lacs, nos arbres, nos forêts et nos plantes.